



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi de règlement du budget  
et d'approbation des comptes pour 2023

**PROGRAMME 348**  
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et  
de ses opérateurs



PROGRAMME 348  
**Performance et résilience des bâtiments de  
l'Etat et de ses opérateurs**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Alain Resplandy-Bernard

Directeur de l'immobilier de l'Etat

Responsable du programme n° 348 : Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs

Le programme 348 « performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs », finance la politique publique interministérielle de résilience du patrimoine immobilier sur deux volets principaux : la rénovation des cités administratives et des interventions pour améliorer la performance énergétique du parc immobilier et le réduire conformément aux objectifs de la planification écologique et aux enjeux de rationalisation immobilière portés par le Gouvernement.

Le programme 348 s'inscrit dans le cadre des objectifs de la politique prioritaire du Gouvernement sur la transition environnementale qui se déclinent dans la politique immobilière de l'État, en particulier par la rénovation des bâtiments pour les rendre plus performants sur le plan environnemental, par les nouveaux modes de travail, et par l'optimisation, la réduction et la mutualisation des surfaces, un levier important de réduction de l'impact environnemental.

Créé par la loi de finances initiale pour 2018 et placé sous la responsabilité du directeur immobilier de l'État, le P348 était alors uniquement dédié à la mesure, dotée d'un montant de 1 Md€, relative à la rénovation des cités administratives réparties sur l'ensemble du territoire national. Ce plan vise à moderniser les administrations publiques et à assurer la transition énergétique, avec des travaux lourds de rénovation et de restructuration. A l'issue des travaux, les bâtiments traités disposent d'une meilleure isolation et d'équipements réduisant les consommations d'énergie. L'occupation des surfaces est également optimisée pour plus d'efficacité du parc immobilier. L'exercice 2023 a vu la poursuite des travaux de rénovation des cités administratives qui s'est notamment traduite par la signature des marchés de travaux pour les cités administratives de Soissons, de Dijon et de Toulon. Dix cités administratives ont été livrées dont celles de Lille, d'Albi et de Mulhouse. Si la mise en œuvre de cette mesure a un temps été impactée par la crise sanitaire de 2020-2021, celle-ci est désormais en voie d'achèvement, un montant de 77 M€ ayant ainsi été engagé en 2023 pour un montant payé de 320 M€ au titre de cette mesure. Demeure positionné aujourd'hui, au titre de la rénovation des cités administratives, un montant de 78 M€ en AE et de 325 M€ en CP. Les gains énergétiques associés à la réalisation de ces travaux sont actuellement estimés à 127 800 MWh d'énergie primaire.

A la fin décembre 2023, l'état d'avancement de rénovation des cités administratives est le suivant :

|   | Au 31 décembre 2022    | Au 31 décembre 2023    |
|---|------------------------|------------------------|
| Marché global de performance ou marché de travaux notifié ou acquisition réalisée | 874 M€ pour 33 projets | 956 M€ pour 35 projets |
| Travaux en cours  | 24 projets             | 22 projets             |
| Opérations de réception en cours ou réception partielle                           |                        | 4 projets              |
| Opérations réceptionnées  |                        | 9 projets              |

Tous les chantiers ont démarré à l'exception du projet de rénovation de la cité de Bourges dont le périmètre des travaux a évolué. Ce plan a vocation à s'achever avec la rénovation de 36 cités administratives.

À compter de 2023, pour poursuivre et accentuer la réduction de la consommation énergétique bâtementaire, ce programme accueille des nouvelles mesures :

- 150 M€ de crédits ainsi ont été ouverts en loi de finances initiale pour 2023 afin de financer, d'une part, des travaux à gains énergétiques rapides sélectionnés à l'issue de l'examen des candidatures

(l'un des principaux critères de l'appel à projet - AAP « Résilience II » voulant que les marchés soient engagés dans les meilleurs délais pour une mise en œuvre rapide des opérations afin que les gains énergétiques espérés puisse produire leurs effets sur la performance énergétique des bâtiments publics au cours de la période hivernale 2023-2024) et d'autre part, des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une convention avec l'agence pour la gestion immobilière de l'État (AGILE), société d'État chargée d'accompagner les services de l'État dans la transition énergétique. L'objectif de la mesure est la réduction de la consommation énergétique à hauteur de 200 000 kWh d'énergie finale ;

- le P348 contribue à la prise en charge des opérations d'adaptation des locaux aux nouveaux modes de travail (télétravail, mode projet, mode hybride...) sélectionnées suite à l'AAP « Nouveaux Espaces de Travail », à hauteur de 37,5 % du montant total. La direction interministérielle de la transformation publique (DITP) finance les opérations à ce même niveau de 37,5 %. Les 25 % sont pris en charge par les programmes support des porteurs de projet.

Pour l'année 2023, les indicateurs évaluent uniquement la performance du plan de rénovation des cités administratives.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

### **OBJECTIF 1 : Assurer la transition énergétique dans le cadre de la PIE**

INDICATEUR 1.1 : Économie d'énergie attendue

INDICATEUR 1.2 : Optimisation de la surface occupée

### **OBJECTIF 2 : S'assurer de l'efficacité des projets financés**

INDICATEUR 2.1 : Efficacité énergétique - Coût du kWh économisé

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

#### 1 - Assurer la transition énergétique dans le cadre de la PIE

### INDICATEUR

#### 1.1 - Économie d'énergie attendue

(du point de vue du contribuable)

|                             | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|-----------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Économie d'énergie attendue | kWh   | 132 500 000         | 129 000 000         | 130 850 000   | 127 800 000         | absence<br>amélioration | 126 800 000   |

#### Commentaires techniques

Source des données : Dossiers de labellisation des cités sélectionnées après expertise de la DIE et examen en CNIP pour la fixation de l'objectif / documents de suivi entre la DIE et les porteurs de projets pour l'actualisation de l'objectif.

Mode de calcul : Cet indicateur, répondant pleinement à l'objectif de transition énergétique dans le cadre de la politique immobilière de l'État, est la somme des économies d'énergie primaire (gains exprimés en kWh d'énergie primaire) identifiées dans les dossiers de labellisation des cités lauréates. Il ne se prête pas à une mesure annuelle, mais à une estimation en début de programme (objectif retenu), actualisée en fonction de l'évolution des projets.

#### ANALYSE DES RÉSULTATS

L'objectif est de maintenir les gains prévisionnels estimés lors de l'élaboration des projets car ceux-ci ont directement conduit à leur sélection. Le suivi de l'indicateur, et du maintien des objectifs définis dans les dossiers présentés par les préfets de département, est assuré lors de la mise en œuvre des projets dans le cadre du dispositif de suivi mis en place par la DIE avec les porteurs de projets (formalisés par l'échange régulier de documents de suivi, conformément à la circulaire du 13 mai 2019 relative à la mise en œuvre opérationnelle du programme 348 et au suivi de la performance des projets immobiliers de rénovation des cités administratives). Les résultats réels, et incidemment l'atteinte concrète de l'objectif fixé ci-dessus, ne pourront être mesurés qu'après la mise en service effective des cités rénovées ou construites. Les estimations sont toutefois actualisées en fonction des données de suivi produites par les porteurs de projets.

Les économies d'énergie prévues dans les projets sont de deux types :

- 1) des gains sur la facture énergétique des cités lauréates suite aux travaux améliorant la performance énergétique ;
- 2) des gains issus de la suppression de factures énergétiques, au titre de la libération de biens locatifs et domaniaux.

Sur la base des remontées des porteurs de projets, les économies d'énergie prévues dans les projets sont estimées à 127 800 000 kilowatt-heure (kWh) d'énergie primaire à ce stade. Cet indicateur est en légère baisse par rapport à l'estimation de l'année précédente du fait du retrait des projets de rénovation des cités

administratives de Melun, de Brest et de Tours (2023), lesquelles ne peuvent donc plus contribuer à l'objectif d'économie d'énergie.

Dans une moindre mesure, les variations de performance énergétique observables sur chacune des 36 opérations en cours, impactent les gains attendus, du fait des modifications qui peuvent leur être apportées.

Dans tous les cas, la direction de l'immobilier de l'État arbitre les éventuelles évolutions du projet en préservant dans toute la mesure du possible l'objectif de réduction des consommations d'énergie.

## INDICATEUR

### 1.2 - Optimisation de la surface occupée

(du point de vue du contribuable)

|                                    | Unité  | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|------------------------------------|--------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Optimisation de la surface occupée | m2 SUB | 246 000             | 243 000             | 243 000       | 241 400             | absence<br>amélioration | 240 137       |

#### Commentaires techniques

Source des données : Dossiers de labellisation des cités sélectionnées après expertise de la DIE et examen en CNIP pour la fixation de l'objectif / documents de suivi entre la DIE et les porteurs de projets pour l'actualisation de l'objectif.

Mode de calcul : Cet indicateur permet de mesurer et de suivre l'objectif de réduction des surfaces occupées par les services et opérateurs de l'État dans le cadre des travaux financés par le P348. Répondant également à l'objectif « Assurer la transition énergétique dans le cadre de la politique immobilière de l'Etat », il correspond à la somme des m<sup>2</sup> de surface utile brute (SUB) de chacun des sites qui seront libérés grâce à la densification des cités lauréates (et intègre également la différence entre surfaces actuelles des cités lauréates, et surfaces futures, à l'issue des travaux). Ces m<sup>2</sup> ont été identifiés dans les dossiers de sélection des cités lauréates et sont consolidés via les documents de suivi interne, en fonction de l'avancement de chaque projet.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur essentiel au regard des objectifs de la politique immobilière de l'État traduit les efforts de mutualisation et de densification des services, dans une logique de rationalisation des implantations immobilières de bureaux de l'État, ainsi que d'économies budgétaires. Il ne se prête pas à une mesure annuelle, mais à une estimation en début de programme (objectif retenu), actualisée en fonction de l'évolution des projets. L'objectif est de maintenir les gains prévisionnels estimés lors de l'élaboration des projets, car ceux-ci ont directement contribué à leur sélection. Le suivi de l'indicateur et du maintien des objectifs définis dans les dossiers présentés par les préfets de département est assuré, au cours de la mise en œuvre des projets, dans le cadre du dispositif mis en place par la DIE avec les porteurs de projets (échange de documents de suivi type, conformément à la circulaire du 13 mai 2019 relative à la mise en œuvre opérationnelle du programme 348 et au suivi de la performance des projets immobiliers de rénovation des cités administratives). Les résultats réels ne pourront être mesurés qu'après la mise en service effective des cités rénovées ou reconstruites. Les estimations sont toutefois actualisées en fonction des données de suivi produites par les porteurs de projets.

L'optimisation des surfaces occupées peut être réalisée par la démolition de bâtiments vétustes ou devenus inadaptés au fonctionnement du service, par la libération de bâtiments domaniaux ou locatifs, par l'augmentation de la surface utile brute des bâtiments existants, grâce à des aménagements de locaux (combles...) ou par la reconstruction de certaines cités sur des emprises foncières nouvelles.

Pour 2023, le résultat de l'estimation est de 241 400 m<sup>2</sup> SUB optimisés. La baisse observée par rapport à l'objectif cible établi en 2022 pour l'année 2023 correspond à l'arrêt du projet de rénovation de la cité administrative de Tours en 2023. Cependant, le suivi des projets mis en place par la DIE vise au minimum le maintien de l'objectif défini initialement de 239 000 m<sup>2</sup> libérés sur l'ensemble de la durée du programme.

Les évolutions de l'indicateur mettent en évidence les modifications de périmètre global entre la situation initiale et la situation à la livraison des projets. Depuis la première crise COVID, les objectifs de densification

ont été optimisés pour libérer des surfaces, qui sont issues essentiellement du parc locatif mais aussi de biens domaniaux appelés à être cédés ou réemployés pour d'autres usages.

## OBJECTIF

### 2 - S'assurer de l'efficacité des projets financés

## INDICATEUR

### 2.1 - Efficacité énergétique - Coût du kwhep économisé

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible | 2023<br>Réalisation | Atteinte<br>de la cible | 2024<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Efficacité énergétique - Coût du kwhep économisé | €/Kwh | 7,5                 | 7,75                | 7,6           | 7,8                 | absence<br>amélioration | 7,9           |

#### Commentaires techniques

##### Précisions méthodologiques

**Source des données :** Dossiers de labellisation des cités sélectionnées après expertise de la DIE et examen en CNIP pour la fixation de l'objectif / documents de suivi entre la DIE et les porteurs de projets pour l'actualisation de l'objectif.

**Mode de calcul :** Cet indicateur permet de mesurer et de suivre l'objectif de coût des économies d'énergie dans le cadre des travaux financés par le P348. Il correspond à la somme des rapports entre le coût des travaux par projets et le montant attendu d'économie d'énergie, également par projet. Ces données ont été identifiées dans les dossiers de sélection des cités lauréates et sont consolidés via les documents de suivi interne, en fonction de l'avancement de chaque projet. Si l'objectif est une agrégation de l'ensemble des données par cités, il s'agit néanmoins d'un indicateur indispensable pour s'assurer du retour sur investissement par projets.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur ne se prête pas non plus à une mesure annuelle, mais davantage à une estimation en début de programme (objectif retenu une fois les cités lauréates sélectionnées), actualisée chaque année en fonction de l'évolution des projets. L'objectif est de maintenir les gains prévisionnels estimés lors de l'élaboration des projets car ceux-ci ont directement conduit à leur sélection. Le suivi de l'indicateur et du maintien des objectifs définis dans les dossiers présentés par les préfets de département est assuré, au cours de la mise en œuvre, par un dispositif de suivi mis en place par la DIE avec les porteurs de projets (documents de suivi interne et conformément à la circulaire sur le suivi du programme 348 du 13 mai 2019). Les résultats réels, et incidemment l'atteinte concrète de l'objectif fixé, ne pourront être mesurés qu'après la mise en service effective des cités rénovées ou construites.

Sur la base des remontées des porteurs de projets, l'estimation actualisée du coût du Kilowatt-heure (kWh) économisé est de 7,8 €. La variation s'explique par le retrait des projets de Melun, de Brest et de Tours.

## Présentation des crédits

### 2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI 2023<br/>Consommation 2023</i> | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 11 – Etudes   | 4 879 996                                | 751 303<br>1 312 522                    |                                       |  | <b>751 303</b><br><b>6 192 518</b>       | 751 303                                   |
| 12 – Travaux et gros entretien à la<br>charge du propriétaire   | 3 101 141                                | 15 157 734<br>53 252 256                |                                       |  | <b>15 157 734</b><br><b>56 353 397</b>   | 15 157 734                                |
| 13 – Acquisitions, construction   | 26 377 640                               | 20 384 916                              |                                       |  | <b>0</b><br><b>46 762 556</b>            | 0   |
| 14 – Résilience   | 40 652 857                               | 150 000 000<br>60 401 662               | 924 000                               | 49 256 785   | <b>150 000 000</b><br><b>151 235 303</b> | 150 000 000                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>  | <b>0</b>                                 | <b>165 909 037</b>                      | <b>0</b>                              | <b>0</b>   | <b>165 909 037</b>                       | <b>165 909 037</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   |  |   |                                       |  |  |   |
| Ouvertures / annulations<br>hors FdC et AdP   |  | +185 295 106 (hors titre 2)             |                                       |  | +185 295 106                             |   |
| Total des AE ouvertes   |  | 351 204 143 (hors titre 2)              |                                       |  | 351 204 143                              |   |
| <b>Total des AE consommées</b>  | <b>75 011 634</b>                        | <b>135 351 356</b>                      | <b>924 000</b>                        | <b>49 256 785</b>                                  | <b>260 543 774</b>                       |   |

#### 2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI 2023<br/>Consommation 2023</i> | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|--|---|
| 11 – Etudes   | 1 740 696                                | 11 018 240<br>10 981 761                |                                       |  | <b>11 018 240</b><br><b>12 722 457</b>   | 11 018 240                                |
| 12 – Travaux et gros entretien à la<br>charge du propriétaire   | 5 709 072                                | 234 179 029<br>142 918 669              |                                       |  | <b>234 179 029</b><br><b>148 627 741</b> | 234 179 029                               |
| 13 – Acquisitions, construction   | 26 583 721                               | 157 517 941<br>158 994 015              |                                       |  | <b>157 517 941</b><br><b>185 577 737</b> | 157 517 941                               |
| 14 – Résilience   | 15 220 126                               | 150 000 000<br>37 607 668               | 924 000                               | 28 459 424   | <b>150 000 000</b><br><b>82 211 218</b>  | 150 000 000                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>   | <b>0</b>                                 | <b>552 715 210</b>                      | <b>0</b>                              | <b>0</b>   | <b>552 715 210</b>                       | <b>552 715 210</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   |  |   |                                       |  |  |   |
| Ouvertures / annulations<br>hors FdC et AdP   |  | +20 433 628 (hors titre 2)              |                                       |  | +20 433 628                              |   |
| Total des CP ouverts  |  | 573 148 838 (hors titre 2)              |                                       |  | 573 148 838                              |   |
| <b>Total des CP consommés</b>   | <b>49 253 616</b>                        | <b>350 502 113</b>                      | <b>924 000</b>                        | <b>28 459 424</b>                                  | <b>429 139 153</b>                       |   |



## 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action        | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|--|--|---|---|--------------------------|
|  |  |   |   |                          |
| 11 – Etudes  | 1 296 153                                | 5 025 504                               | 0   | 0                        |
| 12 – Travaux et gros entretien à la charge du propriétaire | 41 105 754                               | 167 347 653                             | 0   | 0                        |
| 13 – Acquisitions, construction                            | 1 181 357                                | 13 241 062                              | 0   | 0                        |
| 14 – Résilience  |  |   | 0   | 0                        |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                         | <b>0</b>                                 | <b>0</b>                                | <b>0</b>                                  | <b>0</b>                 |
| <b>Total des AE consommées</b>                             | <b>43 583 264</b>                        | <b>185 614 219</b>                      |   | <b>229 197 483</b>       |

## 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action        | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|--|--|---|---|----------------------------|
|  |  |   |   |                            |
| 11 – Etudes  | 1 880 217                                | 9 842 145<br>10 408 176                 | 9 842 145                                 | 9 842 145<br>12 288 393    |
| 12 – Travaux et gros entretien à la charge du propriétaire | 42 676 721                               | 139 732 597<br>102 465 758              | 139 732 597                               | 139 732 597<br>145 142 480 |
| 13 – Acquisitions, construction                            | 661 683                                  | 116 855 696<br>121 281 809              | 116 855 696                               | 116 855 696<br>121 943 492 |
| 14 – Résilience  |  |   | 0   | 0                          |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                          | <b>0</b>                                 | <b>266 430 438</b>                      | <b>266 430 438</b>                        | <b>266 430 438</b>         |
| <b>Total des CP consommés</b>                              | <b>45 218 621</b>                        | <b>234 155 743</b>                      |   | <b>279 374 364</b>         |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2022     | Ouvertes<br>en 2023 | Consommées*<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2022 | Ouverts<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2023 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement                      | 43 583 264                 | 0                   | 75 011 634             | 45 218 621            | 0                  | 49 253 616            |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 43 583 264                 | 0                   | 75 011 634             | 45 218 621            | 0                  | 49 253 616            |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement                       | 185 614 219                | 165 909 037         | 135 351 356            | 234 155 743           | 552 715 210        | 350 502 113           |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de              | 185 614 219                | 165 909 037         | 113 680 989            | 234 155 743           | 552 715 210        | 328 831 746           |

| Titre et catégorie                          | Autorisations d'engagement |                     |                        | Crédits de paiement   |                    |                       |
|---|----------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2022     | Ouvertes<br>en 2023 | Consommées*<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2022 | Ouverts<br>en 2023 | Consommés*<br>en 2023 |
| l'État                                      |                            |                     |                        |                       |                    |                       |
| Subventions pour charges d'investissement   | 0                          | 0                   | 21 670 367             | 0                     | 0                  | 21 670 367            |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention           | 0                          | 0                   | 924 000                | 0                     | 0                  | 924 000               |
| Transferts aux autres collectivités         | 0                          | 0                   | 924 000                | 0                     | 0                  | 924 000               |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 0                          | 0                   | 49 256 785             | 0                     | 0                  | 28 459 424            |
| Dotations en fonds propres                  | 0                          | 0                   | 49 256 785             | 0                     | 0                  | 28 459 424            |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                |                            | <b>165 909 037</b>  |                        |                       | <b>552 715 210</b> |                       |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2     |                            | +185 295 106        |                        |                       | +20 433 628        |                       |
| <b>Total*</b>                               | <b>229 197 483</b>         | <b>351 204 143</b>  | <b>260 543 774</b>     | <b>279 374 364</b>    | <b>573 148 838</b> | <b>429 139 153</b>    |

\* y.c. FdC et AdP

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

### ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |                   |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 20/01/2023        |                            | 44 343 839        |                     |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>44 343 839</b> |                     |               |                            |               |                     |               |

### ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |                   |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 10/03/2023        |                            | 96 947 546        |                     | 7 992 913        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>96 947 546</b> |                     | <b>7 992 913</b> |                            |               |                     |               |

### DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/06/2023        |                            | 7 072 031     |                     | 5 721 536     |                            |               |                     |               |
| 20/11/2023        |                            | 4 613 510     |                     | 4 162 836     |                            |               |                     |               |

| Date de signature | Ouvertures                 |                   |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| <b>Total</b>      |                            | <b>11 685 541</b> |                     | <b>9 884 372</b> |                            |               |                     |               |

## DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/06/2023        |                            | 3 318 180        |                     | 2 556 343        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>3 318 180</b> |                     | <b>2 556 343</b> |                            |               |                     |               |

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |                   |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 30/11/2023        |                            | 29 000 000        |                     |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>29 000 000</b> |                     |               |                            |               |                     |               |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                    |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|----------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                      | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| <b>Total général</b> |                            | <b>185 295 106</b> |                     | <b>20 433 628</b> |                            |               |                     |               |

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                            |                            | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 11 – Etudes   |                                       | 751 303<br>6 192 518       | 751 303<br>6 192 518       |                                       | 11 018 240<br>12 722 457   | 11 018 240<br>12 722 457   |
| 12 – Travaux et gros entretien à la charge<br>du propriétaire                                       |                                       | 15 157 734<br>56 353 397   | 15 157 734<br>56 353 397   |                                       | 234 179 029<br>148 627 741 | 234 179 029<br>148 627 741 |
| 13 – Acquisitions, construction   |                                       | 46 762 556                 | 0<br>46 762 556            |                                       | 157 517 941<br>185 577 737 | 157 517 941<br>185 577 737 |
| 14 – Résilience   |                                       | 150 000 000<br>151 235 303 | 150 000 000<br>151 235 303 |                                       | 150 000 000<br>82 211 218  | 150 000 000<br>82 211 218  |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>0</b>                              | <b>165 909 037</b>         | <b>165 909 037</b>         | <b>0</b>                              | <b>552 715 210</b>         | <b>552 715 210</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  |                                       | +185 295 106               | +185 295 106               |                                       | +20 433 628                | +20 433 628                |
| Total des crédits ouverts   | 0                                     | 351 204 143                | 351 204 143                | 0                                     | 573 148 838                | 573 148 838                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>0</b>                              | <b>260 543 774</b>         | <b>260 543 774</b>         | <b>0</b>                              | <b>429 139 153</b>         | <b>429 139 153</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   |                                       | +90 660 369                | +90 660 369                |                                       | +144 009 685               | +144 009 685               |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Le programme 348 est doté en loi de finances initiale de 2023 de 165 909 037 € en AE et 552 715 210 € en CP.

En 2023, les actions 11, 12 et 13 regroupent les crédits qui permettent de poursuivre le plan de rénovation des cités administratives de l'État. L'action 11 « étude » retrace aussi les études préalables au projet de rénovation de la cité administrative de Nanterre.

L'action 14 regroupe des opérations dont la mise en œuvre se veut rapide, autour de deux objectifs principaux de la politique immobilière de l'État. Les crédits ouverts sur cette action financent en 2023 la mesure « Résilience II » (finançant des opérations diminuant la consommation d'énergies fossiles de bâtiments de l'État et de ses opérateurs, dites « à gains rapides » ainsi que les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage réalisées dans le cadre de la convention conclue entre l'État et AGILE) et des aménagements intérieurs pour adapter les espaces de bureaux aux nouveaux modes de travail (télétravail, mode projet, mode hybride).

#### PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |               |             | Crédits de paiement |               |             |
|-------------|----------------------------|---------------|-------------|---------------------|---------------|-------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres | Total       | Titre 2             | Autres titres | Total       |
| PLF         | 0                          | 165 909 037   | 165 909 037 | 0                   | 552 715 210   | 552 715 210 |
| Amendements | 0                          | 0             | 0           | 0                   | 0             | 0           |

|     | Autorisations d'engagement |               |             | Crédits de paiement |               |             |
|-----|----------------------------|---------------|-------------|---------------------|---------------|-------------|
|     | Titre 2                    | Autres titres | Total       | Titre 2             | Autres titres | Total       |
| LFI | 0                          | 165 909 037   | 165 909 037 | 0                   | 552 715 210   | 552 715 210 |

## MODIFICATIONS DE MAQUETTE

En 2023, le périmètre d'intervention du programme est élargi. Son intitulé évolue de « rénovation des cités administratives » à « performance et résilience du parc immobilier de l'État et de ses opérateurs ». En plus du programme de rénovation des cités administratives, il porte ainsi un appel à projets sur l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments de l'État et de ses établissements publics nationaux/opérateurs, ainsi qu'un appel à projets sur l'aménagement intérieur des espaces de bureaux pour mieux répondre aux nouvelles façons de travailler, dans la ligne des travaux menés par la DIE en 2020 sur l'immobilier tertiaire de demain.

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

L'ouverture de 29 millions d'AE en loi de finances de fin de gestion n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 a permis de financer l'acquisition d'un bâtiment à Strasbourg via un versement du budget général au compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'État et de ses opérateurs »

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

|  | Autorisations d'engagement |                   |                   | Crédits de paiement |                   |                   |
|--|----------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres     | Total             | Titre 2             | Autres titres     | Total             |
| Mise en réserve initiale   | 0                          | 8 849 679         | 8 849 679         | 0                   | 29 556 825        | 29 556 825        |
| Surgels  | 0                          | 1 769 936         | 1 769 936         | 0                   | 5 911 365         | 5 911 365         |
| Dégels   | 0                          | 0                 | 0                 | 0                   | 0                 | 0                 |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>0</b>                   | <b>10 619 615</b> | <b>10 619 615</b> | <b>0</b>            | <b>35 468 190</b> | <b>35 468 190</b> |

*Dépenses pluriannuelles*

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023   | CP 2023   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2023 *<br>(E1)<br><b>351 204 143</b>   | CP ouverts en 2023 *<br>(P1)<br><b>573 148 838</b>  |
| AE engagées en 2023<br>(E2)<br><b>260 543 774</b>   | CP consommés en 2023<br>(P2)<br><b>429 139 153</b>  |
| AE affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2023<br>(E3)<br><b>32 039 090</b>                    | dont CP consommés en<br>2023 sur engagements<br>antérieurs à 2023<br>(P3 = P2 – P4)<br><b>306 596 201</b> |
| AE non affectées<br>non engagées<br>au 31/12/2023<br>(E4 = E1 – E2 – E3)<br><b>58 621 279</b> | dont CP consommés<br>en 2023 sur<br>engagements 2023<br>(P4)<br><b>122 542 952</b>                        |

### RESTES À PAYER

|  |   |  |   |   |
|--|---|--|---|---|
| Engagements ≤ 2022 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2022 brut<br>(R1)<br><b>490 984 640</b>                     |   |  |   |   |
| Travaux de fin de gestion<br>postérieurs au RAP 2022<br>(R2)<br><b>-29 606</b>   |   |  |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2022 non<br/>couverts par des paiements<br/>au 31/12/2022 net<br/>(R3 = R1 + R2)<br/><b>490 955 033</b></b> | – | CP consommés en 2023<br>sur engagements<br>antérieurs à 2023<br>(P3 = P2 – P4)<br><b>306 596 201</b> | = | Engagements ≤ 2022 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2023<br>(R4 = R3 – P3)<br><b>184 358 833</b>   |
| AE engagées en 2023<br>(E2)<br><b>260 543 774</b>  | – | CP consommés en 2023<br>sur engagements 2023<br>(P4)<br><b>122 542 952</b>                           | = | Engagements 2023 non<br>couverts par des paiements<br>au 31/12/2023<br>(R5 = E2 – P4)<br><b>138 000 822</b>   |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts<br/>par des paiements<br/>au 31/12/2023<br/>(R6 = R4 + R5)<br/><b>322 359 655</b></b>   |
|  |   |  |   | Estimation des CP 2024<br>sur engagements non<br>couverts au 31/12/2023<br>(P5)<br><b>286 176 029</b>   |
|  |   |  |   | Estimation du montant<br>maximal des CP<br>nécessaires après 2024<br>pour couvrir les<br>engagements non<br>couverts au 31/12/2023<br>(P6 = R6 – P5)<br><b>36 183 626</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Les restes à payer issus des exercices antérieurs ont connu leur plus haut point au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et sont en cours d'extinction. En effet les travaux dans les cités administratives sont en cours de livraison et le dispositif Résilience II démarré en 2023 a été conçu pour s'achever en 2024.



## Justification par action

### ACTION

#### 11 - Etudes

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |               |                  | Crédits de paiement |               |                   |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|------------------|---------------------|---------------|-------------------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres | Total            | Titre 2             | Autres titres | Total             |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |               |                  |                     |               |                   |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |               |                  |                     |               |                   |
| 11 – Etudes                          |                            | 751 303       | <b>751 303</b>   |                     | 11 018 240    | <b>11 018 240</b> |
|                                      |                            | 6 192 518     | <b>6 192 518</b> |                     | 12 722 457    | <b>12 722 457</b> |

Les études comprennent, pour chaque projet immobilier de rénovation lourde, d'une part, des diagnostics préalables à l'élaboration des programmes (étude de structure, diagnostic amiante, étude géotechnique, fouilles archéologiques...), et, d'autre part, des prestations de maîtrise d'œuvre (architecte, bureau d'étude) et d'assistance à maîtrise d'ouvrage tout au long de l'opération (ordonnancement, pilotage et coordination – OPC – des travaux, contrôle technique, sécurité, protection de la santé – SPS – conseil juridique, conseil technique...). Ces dernières sont susceptibles d'entraîner une consommation d'AE jusqu'à la fin de l'opération (ex : assistance à réception de travaux).

Les engagements constatés en 2023 sur l'action étude correspondent pour 4 M€ à l'engagement d'études préalables au projet de rénovation de la cité administrative de Nanterre, ainsi qu'à des dépenses de prestations intellectuelles pour les chantiers de rénovation des cités administratives.

Les montants payés en 2023 sur l'action études contribuent à la diminution du montant des restes à payer.

#### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                  | Crédits de paiement           |                   |
|---|-------------------------------|------------------|-------------------------------|-------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                               | 4 879 996        |                               | 1 740 696         |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                               | 4 879 996        |                               | 1 740 696         |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       | 751 303                       | 1 312 522        | 11 018 240                    | 10 981 761        |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 751 303                       | 1 312 522        | 11 018 240                    | 10 981 761        |
| <b>Total</b>  | <b>751 303</b>                | <b>6 192 518</b> | <b>11 018 240</b>             | <b>12 722 457</b> |

**ACTION****12 - Travaux et gros entretien à la charge du propriétaire**

| Action / Sous-action                                       | Autorisations d'engagement |               |                   | Crédits de paiement |               |                    |
|--|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total             | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>                       |                            |               |                   |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>   |                            |               |                   |                     |               |                    |
| 12 - Travaux et gros entretien à la charge du propriétaire |                            | 15 157 734    | <b>15 157 734</b> | 234 179 029         |               | <b>234 179 029</b> |
|  |                            | 56 353 397    | <b>56 353 397</b> | 148 627 741         |               | <b>148 627 741</b> |

L'action 12 identifie les opérations lourdes de gros entretien et de réhabilitation mises en œuvre pour la rénovation des cités administratives et des autres sites de l'État ou de ses opérateurs (travaux d'isolation par l'intérieur ou l'extérieur, changement de menuiseries, réfection de toitures et travaux d'étanchéité, ventilation à double flux, pompes à chaleur, installation de panneaux photovoltaïques, désamiantage...).

Cette action comprend l'ensemble des travaux à l'exclusion des acquisitions et des constructions neuves. Les dépenses engagées en 2023 sur cette l'action correspondent principalement à la notification du marché de Toulon, Dijon et Soissons ainsi qu'à l'engagement de dépenses liées au déroulement des chantiers pour l'ensemble des cités en cours de rénovation.

En CP, les dépenses correspondent à des états d'acompte sur les chantiers en cours. Les plus importants concernent les cités de Toulouse, Nancy, Rouen et Orléans. Ces paiements traduisent l'avancée des projets et la livraison en 2023 des opérations de travaux et gros entretien sur les cités de Besançon, Clermont-Ferrand, Albi, Limoges, Aurillac, Mulhouse.

Le décalage de consommation de CP entre les montants réellement exécutés et les montants inscrits en loi de finances initiale correspondent à des cités administratives pour lesquelles la date prévisionnelle de livraison a été revue depuis la préparation du projet annuel de performance en septembre 2022. Ainsi pour les cités d'Avignon, Cergy-Pontoise, Colmar et Strasbourg, la date de livraison des travaux a été repoussée de plusieurs mois. En outre, dans certains cas, et afin de préserver les intérêts financiers de l'État dans le cadre des négociations avec les groupements et le bon achèvement des opérations, la DIE a retardé la validation des paiements à réaliser, entraînant des décalages dans la consommation des CP.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                               | 3 101 141         |                               | 5 709 072          |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                               | 3 101 141         |                               | 5 709 072          |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       | 15 157 734                    | 53 252 256        | 234 179 029                   | 142 918 669        |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 15 157 734                    | 53 252 256        | 234 179 029                   | 142 918 669        |
| <b>Total</b>  | <b>15 157 734</b>             | <b>56 353 397</b> | <b>234 179 029</b>            | <b>148 627 741</b> |

## ACTION

### 13 – Acquisitions, construction

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |               |          | Crédits de paiement |               |  |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|----------|---------------------|---------------|--|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres | Total    | Titre 2             | Autres titres | Total                                    |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |               |          |                     |               |  |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |               |          |                     |               |  |
| 13 – Acquisitions, construction      |                            | 46 762 556    | <b>0</b> | 157 517 941         | 185 577 737   | <b>157 517 941</b><br><b>185 577 737</b> |

Certaines opérations immobilières de rénovation des cités administratives de l'État se sont traduites en 2019 par des décisions d'abandonner les sites existants, qui seront cédés, au profit d'acquisitions de nouvelles emprises déjà construites ou d'emprises foncières sur lesquelles des opérations de construction étaient déjà en cours. Le recours à l'acquisition ou la construction ne doit intervenir que dans les cas où ces options sont plus vertueuses que la rénovation, et ce tant sur le plan budgétaire qu'environnemental.

Les dépenses identifiées en 2023 sur l'action Acquisition construction correspondent à l'acquisition d'un bâtiment à Strasbourg, ainsi que des dépenses liées au déroulement des chantiers des constructions neuves de Nantes, de Lille, de Lyon et d'Amiens. L'avancement des chantiers permet la livraison en 2023 des cités de Lille et Amiens et celle de Lyon et Nantes en 2024.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                               | 26 377 640        |                               | 26 583 721         |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                               | 26 377 640        |                               | 26 583 721         |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       |                               | 20 384 916        | 157 517 941                   | 158 994 015        |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       |                               | 20 384 916        | 157 517 941                   | 158 994 015        |
| <b>Total</b>  |                               | <b>46 762 556</b> | <b>157 517 941</b>            | <b>185 577 737</b> |

## ACTION

### 14 – Résilience

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |               |                    |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |               |                    |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |               |                    |                     |               |                    |
| 14 – Résilience                      |                            | 150 000 000   | <b>150 000 000</b> |                     | 150 000 000   | <b>150 000 000</b> |
|                                      |                            | 151 235 303   | <b>151 235 303</b> |                     | 82 211 218    | <b>82 211 218</b>  |

L'action 14 retrace la mesure « Résilience II », dotée initialement de 150 M€. Elle fait suite à une première mesure exécutée sur le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » en 2022 (« Résilience I ») :

- en 2023, un appel à projets doté d'une enveloppe de 130 M€ (dit « Résilience II ») a été lancé pour mener à bien les opérations du plan de sobriété énergétique sur le parc immobilier de l'État et de ses opérateurs. Il avait pour objectif de contribuer à la réduction de la consommation d'énergie pour 2024. Dans ce contexte, des projets à mise en œuvre rapide ont été retenus afin que la mise en service des installations soit opérationnelle début 2024. Les travaux réalisés portent sur ainsi sur la rénovation ou le remplacement des systèmes de chauffage, la pose de robinets thermostatiques, le relampage, l'isolation des bâtiments, le remplacement des menuiseries, la rénovation des toitures ou encore la pose de panneaux photovoltaïques;
- l'objectif dans la rédaction de l'appel à projet étant que les travaux produisent des effets tangibles sur la période de chauffe 2023/2024, l'essentiel des marchés a été notifié en 2023, mais les décaissements continuent à intervenir sur 2024;

- pour améliorer la gestion énergétique des sites et bâtiments de l'État, l'agence de gestion de l'immobilier de l'État apporte une force opérationnelle territorialisée d'énergéticiens et techniciens supplémentaires aux gestionnaires de sites afin d'optimiser le fonctionnement et l'usage du bâtiment et ainsi baisser les consommations énergétiques. Ils interviennent également en appui des gestionnaires de bâtiments dans la préconisation de petits travaux d'investissements prioritaires à plus forte efficacité énergétique. Cet appui a fait l'objet d'une convention avec l'État en 2023, financée sur cette action du programme 348 pour 18 M€ d'AE. Cette prestation a conduit à identifier des préconisations d'intervention pour 2024 sur les bâtiments visités. Sur la base des résultats des plans d'action établis et analysés dans le cadre des missions menées par AGILE, les gains potentiels identifiés au 31 janvier 2024 peuvent être estimés à 25 GWh/an. Il convient de noter que ce montant intègre des cas de gains conditionnés par des travaux ultérieurs à réaliser.

L'action 14 porte également la mesure relative aux nouveaux espaces de travail.

Les engagements constatés en 2023 sur l'action 14 « Résilience » correspondent à 120,4 M€ aux dépenses engagées dans le cadre de l'appel à projets Résilience II, pour 18 M€ à l'engagement des dépenses liées à convention avec Agile, et pour 12,8 M€ aux dépenses engagées dans le cadre de l'appel à projets nouveaux espaces de travail.

Les montants payés en 2023 correspondent pour 72,8 M€ aux dépenses payées dans le cadre de l'appel à projets Résilience II, à 5,4 M€ aux dépenses payées liées à la convention avec AGILE, et 4 M€ aux paiements dans le cadre de l'appel à projets nouveaux espaces de travail.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                   |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|-------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                                  | 40 652 857         |                                  | 15 220 126        |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                                  | 40 652 857         |                                  | 15 220 126        |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       | 150 000 000                      | 60 401 662         | 150 000 000                      | 37 607 668        |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 150 000 000                      | 38 731 295         | 150 000 000                      | 15 937 301        |
| Subventions pour charges d'investissement                 |                                  | 21 670 367         |                                  | 21 670 367        |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         |                                  | 924 000            |                                  | 924 000           |
| Transferts aux autres collectivités                       |                                  | 924 000            |                                  | 924 000           |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières               |                                  | 49 256 785         |                                  | 28 459 424        |
| Dotations en fonds propres                                |                                  | 49 256 785         |                                  | 28 459 424        |
| <b>Total</b>  | <b>150 000 000</b>               | <b>151 235 303</b> | <b>150 000 000</b>               | <b>82 211 218</b> |

## Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense  | Réalisation 2022              |                        | Prévision LFI 2023            |                        | Réalisation 2023              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>ANSÉS - Agence nationale de sécurité sanitaire,<br/>de l'alimentation, de l'environnement et du<br/>travail (P206)</b> |                               |                        |                               |                        | <b>503 625</b>                | <b>503 625</b>         |
| Subventions d'investissement  |                               |                        |                               |                        | 503 625                       | 503 625                |
| <b>CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine<br/>(P175)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>2 141 690</b>              | <b>1 000 000</b>       |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 2 141 690                     | 1 000 000              |
| <b>ONF - Office national des forêts (P149)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>3 676 695</b>              | <b>3 676 695</b>       |
| Subventions d'investissement  |                               |                        |                               |                        | 3 676 695                     | 3 676 695              |
| <b>Etablissement public du château de<br/>Fontainebleau (P175)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>300 000</b>                | <b>300 000</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 300 000                       | 300 000                |
| <b>Musée du Louvre (P175)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>285 359</b>                | <b>285 359</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 285 359                       | 285 359                |
| <b>Musée Guimet (P175)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>486 200</b>                | <b>436 000</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 486 200                       | 436 000                |
| <b>Musée Henner-Moreau (P175)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>10 874</b>                 | <b>10 874</b>          |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 10 874                        | 10 874                 |
| <b>Opéra comique (P131)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>466 022</b>                |                        |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 466 022                       |                        |
| <b>CNAC - Centre national des arts du cirque (P361)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>24 000</b>                 | <b>24 000</b>          |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 24 000                        | 24 000                 |
| <b>Ecoles d'architecture - Ecoles nationales<br/>supérieures d'architecture (P361)</b>                                    |                               |                        |                               |                        | <b>1 722 597</b>              | <b>1 722 597</b>       |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 1 722 597                     | 1 722 597              |
| <b>ENSTA Paris - Ecole nationale supérieure de<br/>techniques avancées (P144)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>25 637</b>                 | <b>25 637</b>          |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 25 637                        | 25 637                 |
| <b>ONERA - Office national d'études et de<br/>recherches aérospatiales (P144)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>125 000</b>                | <b>125 000</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 125 000                       | 125 000                |
| <b>ENSAD - Ecole nationale supérieure des arts<br/>décoratifs (P361)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>50 000</b>                 | <b>50 000</b>          |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        | 50 000                        | 50 000                 |
| <b>Météo-France (P159)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>349 000</b>                | <b>349 000</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 349 000                       | 349 000                |
| <b>Agences de l'eau (P113)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>283 560</b>                | <b>283 560</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 283 560                       | 283 560                |
| <b>OFB - Office français de la biodiversité (P113)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>358 959</b>                | <b>358 959</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 358 959                       | 358 959                |
| <b>IGN - Institut national de l'information<br/>géographique et forestière (P159)</b>                                     |                               |                        |                               |                        | <b>50 000</b>                 |                        |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 50 000                        |                        |
| <b>INERIS - Institut national de l'environnement<br/>industriel et des risques (P181)</b>                                 |                               |                        |                               |                        | <b>79 350</b>                 |                        |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 79 350                        |                        |
| <b>Parcs nationaux (P113)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>46 320</b>                 | <b>46 320</b>          |

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense   | Réalisation 2022              |                        | Prévision LFI 2023            |                        | Réalisation 2023              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 46 320                        | 46 320                 |
| <b>ANFr - Agence nationale des fréquences (P134)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>63 412</b>                 | <b>63 412</b>          |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 63 412                        | 63 412                 |
| <b>CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les<br/>risques, l'environnement, la mobilité et<br/>l'aménagement (P159)</b> |                               |                        |                               |                        | <b>153 000</b>                | <b>153 000</b>         |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 153 000                       | 153 000                |
| <b>ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de<br/>l'Etat (P217)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>155 600</b>                |                        |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 155 600                       |                        |
| <b>CNED - Centre national d'enseignement à<br/>distance (P214)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>674 560</b>                | <b>510 404</b>         |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 164 156                       |                        |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 510 404                       | 510 404                |
| <b>EPPD - Etablissement public du palais de la<br/>porte Dorée (P175)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>1 088 350</b>              | <b>1 088 350</b>       |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 1 088 350                     | 1 088 350              |
| <b>IRA - Instituts régionaux d'administration (P148)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>84 326</b>                 | <b>84 326</b>          |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 84 326                        | 84 326                 |
| <b>Universités et assimilés (P150)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>21 483 258</b>             | <b>12 239 217</b>      |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 17 811 455                    | 8 567 414              |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 3 671 803                     | 3 671 803              |
| <b>Ecoles et formations d'ingénieurs (P150)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>2 953 375</b>              | <b>1 444 139</b>       |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 2 093 605                     | 584 369                |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 859 770                       | 859 770                |
| <b>Autres opérateurs d'enseignement supérieur et<br/>de recherche (P150)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>939 100</b>                | <b>739 100</b>         |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 844 100                       | 644 100                |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 95 000                        | 95 000                 |
| <b>Réseau des œuvres universitaires et scolaires<br/>(P231)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>4 005 335</b>              | <b>2 964 283</b>       |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 3 521 171                     | 2 480 120              |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 484 163                       | 484 163                |
| <b>BRGM - Bureau de recherches géologiques et<br/>minières (P172)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>80 000</b>                 | <b>50 000</b>          |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 30 000                        |                        |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 50 000                        | 50 000                 |
| <b>CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux<br/>énergies alternatives (P172)</b>                                       |                               |                        |                               |                        | <b>630 000</b>                | <b>575 505</b>         |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 54 495                        |                        |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 575 505                       | 575 505                |
| <b>CIRAD - Centre de coopération internationale en<br/>recherche agronomique pour le<br/>développement (P172)</b>            |                               |                        |                               |                        | <b>1 588 791</b>              | <b>1 450 000</b>       |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 138 791                       |                        |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 1 450 000                     | 1 450 000              |
| <b>CNRS - Centre national de la recherche<br/>scientifique (P172)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>3 986 340</b>              | <b>2 800 000</b>       |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 1 186 340                     |                        |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 2 800 000                     | 2 800 000              |
| <b>IFREMER - Institut français de recherche pour<br/>l'exploitation de la mer (P172)</b>                                     |                               |                        |                               |                        | <b>675 000</b>                | <b>570 000</b>         |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 105 000                       |                        |
| Subventions d'investissement   |                               |                        |                               |                        | 570 000                       | 570 000                |

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense  | Réalisation 2022              |                        | Prévision LFI 2023            |                        | Réalisation 2023              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>INRAE - Institut national pour la recherche en<br/>agriculture, alimentation et environnement<br/>(P172)</b> |                               |                        |                               |                        | <b>4 375 132</b>              | <b>1 600 000</b>       |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 2 775 132                     |                        |
| Subventions d'investissement  |                               |                        |                               |                        | 1 600 000                     | 1 600 000              |
| <b>CNES - Centre national d'études spatiales (P193)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>45 000</b>                 | <b>45 000</b>          |
| Subventions d'investissement  |                               |                        |                               |                        | 45 000                        | 45 000                 |
| <b>IFPEN - IFP Energies Nouvelles (P190)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>1 034 000</b>              |                        |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 1 034 000                     |                        |
| <b>IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté<br/>nucléaire (P190)</b>                                     |                               |                        |                               |                        | <b>78 000</b>                 |                        |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 78 000                        |                        |
| <b>Groupe Mines Télécom (P192)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>1 962 600</b>              | <b>1 962 600</b>       |
| Subventions d'investissement  |                               |                        |                               |                        | 1 962 600                     | 1 962 600              |
| <b>INSERM - Institut national de la santé et de la<br/>recherche médicale (P172)</b>                            |                               |                        |                               |                        | <b>601 200</b>                | <b>470 000</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 131 200                       |                        |
| Subventions d'investissement  |                               |                        |                               |                        | 470 000                       | 470 000                |
| <b>Ecoles d'enseignement supérieur agricole et<br/>vétérinaire (P142)</b>                                       |                               |                        |                               |                        | <b>2 118 063</b>              | <b>2 118 063</b>       |
| Subventions d'investissement  |                               |                        |                               |                        | 2 118 063                     | 2 118 063              |
| <b>LNE - Laboratoire national de métrologie et<br/>d'essais (P192)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>80 000</b>                 | <b>80 000</b>          |
| Subventions d'investissement  |                               |                        |                               |                        | 80 000                        | 80 000                 |
| <b>Universcience (P361)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>80 111</b>                 | <b>80 111</b>          |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 80 111                        | 80 111                 |
| <b>ARS - Agences régionales de santé (P124)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>572 000</b>                | <b>572 000</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 572 000                       | 572 000                |
| <b>Pôle emploi (P102)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>114 800</b>                | <b>114 800</b>         |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 114 800                       | 114 800                |
| <b>AFPA - Agence nationale pour la formation<br/>professionnelle des adultes (P103)</b>                         |                               |                        |                               |                        | <b>4 011 783</b>              | <b>4 011 783</b>       |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 4 011 783                     | 4 011 783              |
| <b>ENAC - Ecole nationale de l'aviation civile (P613)</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>2 234 453</b>              | <b>2 234 453</b>       |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 2 234 453                     | 2 234 453              |
| <b>VNF - Voies navigables de France (P203)</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>1 398 470</b>              | <b>1 398 470</b>       |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 1 398 470                     | 1 398 470              |
| <b>Total</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>68 250 944</b>             | <b>48 616 641</b>      |
| Total des dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 46 530 578                    | 26 896 274             |
| Total des transferts  |                               |                        |                               |                        | 50 000                        | 50 000                 |
| Total des subventions d'investissement  |                               |                        |                               |                        | 21 670 367                    | 21 670 367             |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

Les versements aux opérateurs correspondent à des subventions au titre des appels à projets Résilience II et Nouveaux espaces de travail.